

prévisions dans le genre de celui qu'avait préconisé il y a plusieurs années le Conseil économique du Canada et que l'Association de planification privée du Canada avait recommandé avec instance au ministre.

L'hon. M. Basford: J'ai l'impression que la Commission des prix et des revenus est en mesure de s'adonner sensiblement au même genre de recherches et de prévisions que celles qu'a recommandées le Conseil économique dans son troisième rapport annuel.

LES SPORTS

LE HOCKEY—LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX ÉPREUVES DE CHAMPIONNAT EN 1970

M. P. M. Mahoney (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme en 1970 le tournoi mondial de hockey aura lieu au Canada et comme, à notre grand soulagement, il a été décidé pendant la dernière fin de semaine seulement que notre équipe participerait à ce tournoi, au lieu d'être reléguée au tournoi de consolation, qui se tiendra à Bucharest en Roumanie, le ministre a-t-il l'intention de prendre des mesures pour que le Canada soit représenté par ses meilleurs joueurs de hockey?

M. l'Orateur: Je ne suis pas sûr que la question soit d'une urgence pressante, mais comme elle semble susciter de l'intérêt, le ministre pourrait peut-être y répondre.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur; nous prenons des dispositions dans ce sens. La société «Hockey Canada» a été formée, et les magnats du hockey y participent. Nous avons présenté de vives instances aux équipes canadiennes de la Ligue nationale de hockey, qui nous ont assurés de leur entière collaboration l'année prochaine en vue de doter notre équipe nationale de très bons joueurs. J'espère que ce sera le cas.

L'ÉDUCATION

LE COLLÈGE ALGONQUIN—LA SAISIE DE MATÉRIEL DE PARACHUTAGE

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au solliciteur général ce que signifie la saisie, par la Gendarmerie royale, du matériel de parachutage des étudiants du Collège Algonquin?

M. l'Orateur: Je doute fort qu'on puisse répondre maintenant à cette question comme s'il s'agissait d'un problème d'une importance et d'une urgence nationales.

[L'hon. M. Stanfield.]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD—LA CRÉATION D'UNE COMMISSION CONSULTATIVE

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Tout d'abord, on me permettra sans doute de le féliciter de son nouveau titre. Étant donné que le programme global de développement visant l'Île du Prince-Édouard a pris corps hier, j'aimerais lui demander si l'on a établi une commission consultative fédérale-provinciale, car je crois qu'elle sera très importante pour l'élaboration de ce programme.

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, c'est l'une des premières choses à faire et je crois qu'elle sera réalisée très prochainement.

LES AÉROPORTS

MONTRÉAL—LA SPÉCULATION SUR LES TERRES EXPROPRIÉES

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Puis-je poser une question au premier ministre, monsieur l'Orateur? En raison d'une récente dépêche de la *Presse canadienne* selon laquelle il semble y avoir eu spéculation sur les terrains qui auraient été expropriés pour le nouvel aéroport de Montréal, ainsi que sur les terrains avoisinants, quelles mesures le gouvernement va-t-il prendre pour déjouer les spéculateurs et protéger les contribuables?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'application même de la loi découragera la spéculation. Les terrains seront acquis à des prix que les tribunaux jugeront justes et le prix des terrains situés autour de ceux que le gouvernement fédéral exproprie sera gelé par le gouvernement provincial.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Une question supplémentaire adressée au premier ministre, monsieur l'Orateur. Peut-il dire à la Chambre si, dans le cas qui nous occupe, il imitera l'usage antique qui condamnait à mort le porteur de mauvaises nouvelles?

LA DÉFENSE NATIONALE

LE SYSTÈME ABM—LES CONTRATS DE PERFECTIONNEMENT ET DE CONSTRUCTION AU CANADA

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le fonctionnaire supérieur du ministère de l'Industrie et du Commerce exprimait-il la politique du gouvernement